

Proposition pour la note problématique de l'atelier WS 24 – Organisations de la société civile/ONG (Bruxelles, 4 et 5 octobre)

Une rencontre entre acteurs engagés dans l'action poursuit toujours plusieurs buts : se connaître, échanger et construire une coopération. Une rencontre entre ONG européennes et chinoises doit suivre ce cheminement d'autant que la connaissance mutuelle que nous avons de nos organisations, de nos mouvements associatifs et des contextes légaux, politiques, sociaux ou culturels dans lesquels nous oeuvrons est à la fois élémentaire et, bien souvent, largement influencée par une désinformation systématique.

Nos journaux célèbrent les performances du modèle chinois ; d'autres échos nous atteignent et nous alarment sur les conséquences économiques, sociales et environnementales de ce modèle. Nous ne connaissons pratiquement rien des réalités chinoises dans lesquelles les ONG agissent traditionnellement, qu'il s'agisse des caractéristiques du développement économique dans des régions périphériques, des conditions sociales d'exclusion ou d'insertion des groupes marginalisés, du respect des droits humains ou de la gestion de l'environnement et du patrimoine commun. Nous savons très peu de choses du traitement réservé aux ruraux, et plus particulièrement aux paysans qui constituent la majorité de la population. Nous ne connaissons pas le type de relations qui existent entre les ONG et les autorités publiques ou politiques et l'espace non gouvernemental proposé ou concédé aux ONG et, plus largement, au monde associatif. De plus, nous ne rencontrons pas d'ONG chinoises travaillant dans des pays tiers en Asie ou en Afrique, et nous ne savons pas si les ONG chinoises ont en perspective l'idée de participer à des actions internationales, aussi bien par des interventions locales que dans le cadre de campagnes internationales ou d'interventions sur les gouvernements et les organisations internationales engagées dans des négociations internationales.

Pouvons-nous, lors d'une première étape de notre rencontre, en savoir plus sur les réalités des ONG chinoises, de leur travail et sur le type de relations qu'elles établissent avec leurs partenaires publics et privés ?

Pour nous, une ONG est fondée sur le droit d'association, un droit constitutionnel qui est un pilier de notre conception de la démocratie. L'usage de ce droit est à la discrétion des citoyens qui n'ont besoin d'aucune autorisation pour créer une association. Seul le besoin d'effectuer des transactions bancaires ou d'avoir une existence juridique nécessite la création d'une personne morale et le dépôt de statuts devant une autorité publique compétente. Celle-ci ne peut refuser la création de l'association que si l'article premier des statuts, qui indique son objectif, est en contradiction avec la loi (promotion d'activités mafieuses, sectaires, terroristes...). C'est dire que, dans le champ de la solidarité internationale, l'initiative des citoyens et la création des ONG sont encouragées. Le droit d'association, tel qu'il a été établi en Europe de l'Ouest au début du XX^{ème} siècle, est le pilier de ce que nous appelons la démocratie participative, qui prolonge la démocratie représentative et qui donne naissance à un espace non gouvernemental d'initiatives dans lequel les citoyens peuvent s'organiser et agir.

Pouvons-nous nous entendre sur des notions comme « démocratie participative », « espace d'initiatives non gouvernemental »... ?

La famille des ONG européennes est aujourd'hui organisée au niveau national et au niveau européen. Au niveau national, les ONG ont créé des plates-formes nationales qui permettent de mutualiser des services et de créer des centres de ressources, mais aussi d'interagir collectivement avec les pouvoirs publics et les autorités politiques, afin de représenter les mouvements nationaux d'ONG au niveau international. Au niveau européen, les plates-formes nationales et les grands réseaux d'ONG ont créé des confédérations plus ou moins formelles regroupant une grande partie des organisations européennes autour de thèmes fédérateurs tels que les questions sociales (plateforme sociale), l'environnement (Green 10), les droits humains (Réseau Droits Humains et Démocratie), la solidarité internationale (CONCORD), l'égalité hommes-femmes (Lobby Européen des Femmes), la culture (Forum Européen pour les Arts et le Patrimoine) ou encore la santé (Alliance Européenne pour la Santé Publique). Des représentants de ces grandes coalitions se retrouvent régulièrement au sein du Groupe de Contact Européen de la Société Civile.

Nous pensons important que se constitue un mouvement européen des ONG qui puisse participer à la vie de l'Union européenne et interagir avec la Commission européenne. Ce mouvement organisé doit aussi construire des relations de partenariat avec les coalitions d'ONG des autres régions du monde. Ces relations interrégionales se développent ; un séminaire doit se tenir les 12 et 13 septembre 2007 entre CONCORD et la Mesa de Articulacion, réseau des plates-formes nationales d'ONG des pays d'Amérique latine.

Les ONG chinoises pensent-elles possible de s'organiser au niveau national et d'entrer dans des relations d'échanges avec d'autres plates-formes nationales ?

Les ONG se définissent par les combats qu'elles mènent contre les manifestations du sous-développement ou contre les effets dévastateurs des conflits armés ou des catastrophes naturelles, contre l'ignorance des droits humains ou, encore, contre une gestion irresponsable de l'environnement. Les ONG du « Nord » du monde agissent aux côtés de partenaires des pays du Sud par des interventions locales. Elles s'efforcent aussi de mobiliser les citoyens et les opinions publiques de nos pays et de les convaincre que, à long terme, il n'y a guère d'alternatives à la solidarité internationale. Enfin, les ONG européennes alimentent le débat public international et interviennent auprès de leurs gouvernements et des organisations internationales engagés dans les processus de négociations où se construisent les règles des jeux internationaux. Il serait, en effet, peu responsable de combattre des problèmes locaux sans chercher à intervenir sur leurs causes internationales. Ces différentes catégories d'actions sont menées en partenariat entre des ONG et des organisations d'acteurs concernés des pays du Sud. Notre séminaire peut se concentrer sur la connaissance réciproque et sur l'échange. Il pourrait aussi dans un dernier temps discuter de possibles coopérations si des perspectives communes apparaissaient, qu'il s'agisse d'échanges ou d'actions communes en Chine, en Europe, dans des pays du Sud ou à l'occasion de rencontres internationales.

Annexe:

Can we learn from each other in terms of making civil dialogue working? (abstracts from “Civil Dialogue – Making it work better”, Civil Society Contact Group, 2006. Full study available at: <http://www.act4europe.org/civildialogue>)

« **Strengthening of alternative forms of participation in the public sphere** – Partly in order to address the obstacles that women and minorities face in representative democracies and to ensure a proper responsiveness of governments, alternative forms of citizens’ participation in public life have increased in the last half-century. They were strongly influenced by the historical experience of the United States, marked by the emergence of the civil rights movements in the 60s, when thousands of citizens realized their own potential to affect their environment, rose up to protest against issues such as racial segregation, to advocate for women’s rights, sexual minority rights and the protection of the environment or to gain more power for university students. The aim of these movements was historically to challenge or complete traditional forms of representation through non-institutionalised participation in public life. Examples of citizens’ direct participation in the public sphere have now multiplied throughout the world, from the local to the global level. Experiences such as the Neighbourhood Governance Councils of the city of Chicago, the participatory budget of the city of Porto Alegre, the Panchayat reforms in West Bengal and Kerala, the street protests of Genoa, or Hong Kong, and the vast number of internet forums during the French referendum on the Constitutional Treaty underline the many ways for citizens to get involved in the public sphere, be it in direct or indirect interaction with public institutions. Despite their diversity, all these processes can be designed as practices of participatory democracy.”

« **State, non-state actors and civil society** – The concept of civil society has attracted considerable attention from lawyers, political scientists and sociologists in Europe. Civil society is generally said to include a wide sphere of non-state actors, distinct from governments, which engage in activities of public consequence. These include actors such as non-governmental organisations, charities, parties, social movements, interest groups, families, churches, cooperatives. Trade Unions are most of the time depicted as part of civil society, although they are involved in specific participation processes (social dialogue). This common definition is mostly based on a ‘by default’ approach, building upon two common characteristics of these groups (their non-profit and non-governmental nature) and fails to tackle their diversity, as well as the role of the third sector and social economy, the activity of which can be defined as profit making, but not capitalistic. One of the key and most discussed issues remains the inclusion of economic actors, which some scholars define as being part of civil society, along with other interest groups. European institutions have generally opted for this wider definition.

The absence of a single approach to civil society can raise considerable problems when it comes to defining how public and private interest should be taken into account by public authorities. NGOs themselves are not exempt from this controversy, but generally tend to define civil society as neither related to the state nor to the market. »

« **The two ‘traditional’ modalities of NGOs’ participation in public life: two sides of the same coin?** When defining the importance of NGOs’ participation in public life, it is crucial to stress not only the diverse nature of the issues they deal with, but also the modalities of their participation in public life, in other words, how they contribute to participatory democracy. The modalities of NGOs’ work fall within two broad directions:

- **Service provision** has historically been a key activity of the NGO sector and continues to be, in some specific fields such as the fight against social exclusion, the most visible part of the iceberg. Service providers range from small, local community groups to transnational organisations and are active in an extremely wide scope of fields, which cannot be fully listed here. As millions of citizens throughout Europe are involved in networks of voluntary associations in one way or another on issues of their concern, it is important to note that volunteers make a key contribution to service provision, through such diverse activities as providing social services, giving advice to refugees, protecting the local habitat, running a women's shelter, or organising a project for a community in Africa. Service provision is thus a key element of 'active citizenship'. Beyond service provision, NGOs also play an increasing role in the implementation of public policies, in particular in such fields as development, peace building or human rights.
- **Political advocacy and lobbying** have become major dimensions of NGOs' work, although the exact terminology of this activity is still highly contested. While both activities aim at influencing public policies, advocacy involves a wide range of activities ranging from research, education, or awareness raising campaigns to direct contacts with policy makers. Lobbying designs a narrower approach, more directly focusing on policy-makers.

Lobby/advocacy and service provision activities should be seen as complementary rather than mutually exclusive. The move to political advocacy can in many fields be traced as a secondary move, once it became clear that the political circumstances relating to NGOs' work needed to be changed. It is therefore not surprising that an important number of organisations are involved in both types of activities, particularly as expertise gained through service provision is often an important legitimising factor for NGOs involved in lobbying/advocacy activity."

"NGOs organise themselves in the EU - The level of NGOs' involvement in service provision, implementation and/or political advocacy and lobbying is deeply influenced by the different paradigms governing public policies, in particular by a degree of interaction between NGOs and public authorities and by budgetary choices (both in terms of funding of NGOs and in terms of public funding for service provision). These paradigms have considerably evolved in the last years both at EU and national level, resulting from an increased outsourcing of the implementation of public policies, as well as for growing opportunities to influence the policy-making process.

The evolution of EU competences and policies in the last decades had major consequences on the way NGOs relate to what was long perceived as a project driven mainly by the internal market and the implementation of the four liberties⁴⁰. The Single European Act and the treaties that followed marked a considerable extension of EU competences in fields that are directly related to the concerns of organised civil society, in all the 'pillars' of the European Union. The extension of EU competences was also accompanied by the emergence of policies which induced an increased level of re-distribution, while the EU had been previously focusing mostly on 'regulatory policies', based on a legislative approach aimed at lifting the obstacles to the achievement of the free market. As the weight of the Common Agricultural Policy (CAP) within EU expenditure decreased, such public policies have multiplied since the 1980s, which saw the creation or reinforcement of a number of EU funded programmes and the development of cohesion policy. Considering the limited human resources of the European Commission, there was an increasing need for external actors to deliver those programmes. Service provider NGOs appeared as some of the most relevant actors to

implement EU policies, particularly in some specific fields where citizens' interests are directly at stake, such as development, public health, gender equality policies or the fight against discrimination.

Taking stock of this growing impact of the European Union on their constituencies (in terms of advocacy, but also service delivery and implementation work), most of the NGOs that are active today on EU matters started working at EU level in order to bring added value to the local, regional, national or international level and organised themselves in the last 15 to 20 years. This was achieved through a wide range of channels:

- Increasing focus on EU integration by national organisations, some of the largest appointing specialised EU officers and/or setting up a Brussels-based office;
- Setting up of a representation in Brussels of global INGOs (international NGOs);
- Setting up of umbrella organisations bringing together NGOs from all over the EU, working on similar policy issues;
- In a second step, some umbrella organisations and European branches of INGOs chose to partner with other NGOs active in their specific sector of activity to pool knowledge and expertise on issues of common concerns, which led for example to the setting up of the Social Platform in 1995, of the Human Rights and Democracy Network in 2001. »

Coordination SUD (Solidarité - Urgence – Développement), 2007



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>